

## **Conférence de presse de Karl-Heinz Narjes sur le marché intérieur**

**Date :**

**N° d'archive : S-000249/PI 1271**

**N° de copie : SCO-000052**

Commissaire européen responsable du Marché intérieur

0'10 : début du son (en allemand)

**0'21 : parle de l'initiative de la Commission... Europe des citoyens...domaine qui ne coûte pas d'argent... série d'initiatives... prises à Copenhague en décembre 1982, mouvement lancé pour le Marché intérieur...**

2'01 : nous pensons que ce Marché intérieur... base politique pour des initiatives... JUSQUE 3'15

3'49 : mise en œuvre de ce programme... levée progressives des contrôles aux frontières + libre circulation des autres professions....JUSQUE 5'18

5'40 : la grosse masse de problèmes...de nature interdisciplinaires...

**8'00 : semble intéressant pour sélection... un aspect pour l'Europe des citoyens.. moins de contrôles aux frontières... JUSQUE 9'11 + voir aussi jusque 10'41**

12'19 : fin de l'intervention du Commissaire

12'30 : Questions des journalistes

12'59 : «Pour les intentions de ce programme

14'48 : Narjes

15'50 sur l'état d'avancement du dossier entre les cinq grands pays européens au niveau du Conseil

16'48 : à propos de la TVA + environnement des entreprises (détails très techniques sur différents documents) jusque 18'06

18'46 : sur les négociations au Conseil ECOFIN....

23'15 : fin du son

COMMISSION  
DES  
COMMUNAUTES EUROPEENNES

DIRECTION GENERALE  
DE L'INFORMATION

....., le .....

FICHE DE BASE POUR ARCHIVES AUDIO-VISUELLES

- Numéro de fiche:

- Numéro d'archives:

PI 1277

- Titre:

Conférence de presse de D. Narjes, membre de  
la Commission des CE chargé du marché intérieur.

- Source:

Bruxelles, Berlaymont, 12 juin 1984.  
= CCE. - B.L. 19 cm/s. 25 min. 1 bob. - de.

- Résumé:

Le programme proposé par la Commission des  
CE en vue de la consolidation du marché  
intérieur. Une introduction de D. Narjes qui  
souligne le caractère politique et le coût  
pratiquement nul des mesures envisagées.

Des précisions et des réponses aux questions des journalistes sur le passeport  
européen (son coût), sur la suppression des  
contrôles systématiques aux frontières et sur  
la notion d'inspol (une coopération dans le  
domaine de la sécurité publique pour améliorer  
par exemple la lutte contre la drogue).

Narjes, K-H. (CCE - RFA); 1.2 CE

- Classification:

de propositions, le Conseil et les représentants des Communautés Européennes, réunis au sein du Conseil, procèderont à une évaluation de la mise en oeuvre de la présente résolution dans le délai de quatre ans après son adoption. A la lumière de cette évaluation, ils prendront toutes autres mesures permettant la réalisation progressive de l'objectif du libre franchissement des frontières intérieures des Etats membres par leurs ressortissants".

MARCHE COMMUN : M. NARJES SOULIGNE LE CARACTERE HAUTEMENT POLITIQUE ET LE COUT PRATIQUEMENT NUL DU PROGRAMME PROPOSE PAR LA COMMISSION POUR LA REALISATION DU MARCHE INTERIEUR

BRUXELLES (EU), mardi 12 juin 1984 - L'importance éminemment politique du programme de la Commission Européenne en vue de la consolidation du marché intérieur (cfr. EUROPE, du 31 mai, p. 9) a été soulignée au cours d'une conférence de presse par M. Narjes qui, à la veille des élections européennes du 17 juin prochain, a qualifié ce programme à la fois d'ambitieux et de réaliste : il répond aux vœux du citoyen européen qui souhaite une concrétisation de l'idée qu'il se fait de l'Europe unie. En outre, dans ce moment de difficultés budgétaires, il est important de souligner que le coût de ce programme est pratiquement nul.

M. Narjes a rappelé que, suite au Conseil Européen de Copenhague en décembre 1982, la réalisation du marché intérieur a réalisé des progrès en surmontant la stagnation des années 70 : plus de la moitié des mesures qui avaient été prévues à Copenhague auront été adoptées lorsque le Conseil aura levé l'hypothèque politique qui retarde encore l'approbation des 15 Directives concernant les entraves techniques aux échanges.

Jusqu'à la fin de 1985, la réalisation du marché intérieur préconisée dans le programme de la Commission devrait être accomplie par des décisions techniques ; seulement 15 à 20 décisions nécessiteront des discussions ministérielles au niveau politique.

Les difficultés les plus grandes dans la réalisation du programme résultent du caractère "multidisciplinaire" des programmes, qui relèvent de différentes politiques sectorielles : des transports, agricole, sanitaire, prestations de service, etc. Ceci met en relief l'importance de la coordination, au niveau national d'abord, à celui du Conseil CEE ensuite. Aussi sera-t-il indispensable d'organiser encore de nombreux Conseils "marché intérieur" au cours des prochains mois.

Le renforcement et la consolidation du marché intérieur inciteront les investisseurs européens à accroître le niveau des euro-investissements, ce qui produirait un effet macro-économique certain sur le développement économique de la Communauté. En même temps, les citoyens européens prendront une conscience plus concrète de l'intégration communautaire. A ce sujet, M. Narjes a évoqué la résolution du Conseil relative à la suppression du contrôle systématique des personnes aux frontières qui, de purement facultatif à l'heure actuelle, gagnerait à revêtir un certain caractère obligatoire, ce qui permettrait de concrétiser la notion d'Europol (à côté de celle d'Interpol) et d'améliorer p.ex. la lutte contre le commerce des drogues.

M. Narjes a également mis en garde contre les velléités de certains Etats membres de profiter de l'instauration du passeport européen pour procéder à une augmentation des droits exigés lors de la délivrance d'un passeport. Au contraire, a-t-il dit, le passeport européen devrait être moins coûteux.

Le premier débat ministériel sur le programme de la Commission devrait se dérouler, soit en juin (la date du Conseil marché intérieur n'est pas encore fixée), soit lors d'une des premières sessions sous présidence irlandaise.

rc/cr

MARCHE COMMUN : LA COMMISSION EUROPEENNE CONSIDERE QUE LA  
RESOLUTION DU CONSEIL SUR L'ALLEGEMENT DES CONTROLES DES  
PERSONNES AUX FRONTIERES NE CONSTITUE QU'UNE PREMIERE ETAPE

BRUXELLES (EU), mardi 12 juin 1984 - Tout en se félicitant de la résolution adoptée le 7 juin dernier par le Conseil à propos de l'allègement des contrôles sur les personnes, au passage des frontières internes de la Communauté (voir EUROPE du 8 juin, p.7), la Commission Européenne regrette que sa proposition n'ait pas été entièrement suivie, et que le contrôle "par sondage" ne soit pas une obligation, mais une possibilité. Dans ces conditions, la Commission considère que cette résolution représente simplement une première étape. La Commission affirme :

"Venant dix jours avant les élections au Parlement Européen, cette décision comporte des mesures importantes en faveur du citoyen européen qui s'attend depuis de longues années à des progrès significatifs dans ce domaine.

Elle a été initiée par un projet de résolution soumis par la Commission dès juillet 1982 et stipulant entre autre le principe de l'abolition des contrôles systématiques, alors que le texte adopté par le Conseil n'en donne que la possibilité. C'est pourquoi, tout en se félicitant de la décision prise, la Commission regrette que le Conseil n'ait pas été en mesure d'accepter sa proposition, qui constituait selon elle un compromis réalisable entre l'abolition totale des contrôles souhaités par le Parlement Européen et les exigences de sécurité des Etats membres. Pour la Commission, qui poursuivra ses efforts visant à terme la suppression complète des contrôles aux frontières intérieures, la présente résolution ne constitue dès lors qu'une étape préliminaire.

Néanmoins, cette résolution ouvre la voie à des initiatives telle que la décision annoncée la semaine dernière par le Président Mitterrand et le Chancelier Kohl visant l'abolition de toute formalité de douane pour les voyageurs entre la France et l'Allemagne, une décision dont la Commission se félicite compte tenu du fait qu'elle concerne la frontière la plus longue à l'intérieur de la Communauté. La Commission espère que d'autres Etats membres suivront cet exemple".

EUROPE rappelle que certaines mesures d'allègements du contrôle des personnes existent déjà entre les pays du Benelux, ainsi qu'entre l'Allemagne et les Pays-Bas. En Italie, le Parti Libéral (à l'initiative du parlementaire européen M.Enzo Bettiza) a invité le gouvernement à rechercher très rapidement un arrangement entre la France pour supprimer le contrôle systématique des personnes aux frontières franco-italiennes.

Le texte de la résolution du Conseil

"Le Conseil et les Représentants des Gouvernements des Etats membres des Communautés Européennes, réunis au sein du Conseil, prenant acte des conclusions des Chefs d'Etat et de Gouvernement réunis à Paris les 9 et 10 décembre 1974, demandant d'étudier la possibilité d'établir une Union des Passports et notamment d'abolir le contrôle des passeports à l'intérieur de la Communauté, prenant en considération, d'une part, les décisions prises sur la base des traités instituant les Communautés Européennes et, d'autre part, les réalisations déjà intervenues dans le but de faciliter la circulation des ressortissants des Etats membres, conscients de l'objectif de la Communauté, tel que défini par l'article 3 c) du traité instituant la Communauté Economique Européenne, visant à l'abolition, entre les Etats membres, des obstacles à la libre circulation des personnes exerçant une activité relevant des dispositions de ce traité, conscients que l'union sans cesse plus étroite des peuples des Etats membres de la Communauté doit, au stade final de ce processus, trouver son expansion dans le libre franchissement des frontières intérieures par tous les ressortissants de ces Etats, conscients que l'abolition de tout contrôle des personnes aux frontières intérieures, objectif de l'Union des Passports, implique la résolution simultanée de certains problèmes spécifiques à la création d'une telle Union, concernant notamment le transfert des contrôles des personnes des frontières intérieures vers les frontières extérieures, l'admission des ressortissants des Etats tiers, y compris l'harmonisation des dispositions relatives aux visas et une coopération effective des Etats membres dans le domaine de la sécurité publique, soucieux de parvenir à ce but sans porter atteinte aux nécessaires mesures de contrôle justifiées par des raisons de sécurité et en tenant compte des problèmes qui se posent à certains Etats membres lors des contrôles à l'entrée sur leur territoire, rappelant la résolution du 23 juin 1981, par laquelle les représentants des gouvernements des Etats membres des Communautés Européennes, réunis au sein du Conseil, ont

visant l'abolition de toute formalité de douane pour les voyageurs entre la France et l'Allemagne, une décision dont la Commission se félicite compte tenu du fait qu'elle concerne la frontière la plus longue à l'intérieur de la Communauté. La Commission espère que d'autres Etats membres suivront cet exemple".

EUROPE rappelle que certaines mesures d'allègements du contrôle des personnes existent déjà entre les pays du Benelux, ainsi qu'entre l'Allemagne et les Pays-Bas. En Italie, le Parti Libéral (à l'initiative du parlementaire européen M.Enzo Bettiza) a invité le gouvernement à rechercher très rapidement un arrangement entre la France pour supprimer le contrôle systématique des personnes aux frontières franco-italiennes.

#### Le texte de la résolution du Conseil

"Le Conseil et les Représentants des Gouvernements des Etats membres des Communautés Européennes, réunis au sein du Conseil, prenant acte des conclusions des Chefs d'Etat et de Gouvernement réunis à Paris les 9 et 10 décembre 1974, demandant d'étudier la possibilité d'établir une Union des Passeports et notamment d'abolir le contrôle des passeports à l'intérieur de la Communauté, prenant en considération, d'une part, les décisions prises sur la base des traités instituant les Communautés Européennes et, d'autre part, les réalisations déjà intervenues dans le but de faciliter la circulation des ressortissants des Etats membres, conscients de l'objectif de la Communauté, tel que défini par l'article 3 c) du traité instituant la Communauté Economique Européenne, visant à l'abolition, entre les Etats membres, des obstacles à la libre circulation des personnes exerçant une activité relevant des dispositions de ce traité, conscients que l'union sans cesse plus étroite des peuples des Etats membres de la Communauté doit, au stade final de ce processus, trouver son expansion dans le libre franchissement des frontières intérieures par tous les ressortissants de ces Etats, conscients que l'abolition de tout contrôle des personnes aux frontières intérieures, objectif de l'Union des Passeports, implique la résolution simultanée de certains problèmes spécifiques à la création d'une telle Union, concernant notamment le transfert des contrôles des personnes des frontières intérieures vers les frontières extérieures, l'admission des ressortissants des Etats tiers, y compris l'harmonisation des dispositions relatives aux visas et une coopération effective des Etats membres dans le domaine de la sécurité publique, soucieux de parvenir à ce but sans porter atteinte aux nécessaires mesures de contrôle justifiées par des raisons de sécurité et en tenant compte des problèmes qui se posent à certains Etats membres lors des contrôles à l'entrée sur leur territoire, rappelant la résolution du 23 juin 1981, par laquelle les représentants des gouvernements des Etats membres des Communautés Européennes, réunis au sein du Conseil, ont estimé que l'établissement d'un passeport de modèle uniforme est de nature à faciliter la circulation des ressortissants des Etats membres, considérant que, sur la voie de la réalisation progressive de cet objectif, il convient de rechercher une facilité accrue de passage des frontières par les ressortissants des Etats membres,

rc



considérant que, dans cette perspective, il y a lieu :

- de rechercher dans toute la mesure du possible une réduction du temps d'attente des contrôles et de la durée même de ces contrôles,
- d'alléger, autant que faire se peut, les contrôles auxquels sont soumis leurs ressortissants résidant à proximité des frontières intracommunautaires,

Ont adopté la résolution suivante :

Les Etats membres prennent les mesures appropriées en vue de réduire au minimum nécessaire le temps d'attente et la durée des contrôles, dans la mesure où ils ne les ont pas déjà mises en oeuvre. A cet effet, ils peuvent, par exemple :

- aménager pour les ressortissants des Etats membres des points spécifiques de contrôle dans la mesure où le temps de passage s'en trouverait réduit,
- procéder par sondages aux contrôles jugés nécessaires de ces ressortissants, à moins que des raisons de sécurité publique ne s'y opposent.

Pour faciliter le franchissement des frontières intérieures par les ressortissants des Etats membres, les autorités de contrôle considèrent que la présentation du passeport de modèle uniforme permet de présumer l'appartenance à un Etat membre, et ce sans préjudice des droits attachés aux autres documents prévus par les conventions en vigueur, y compris notamment la carte d'identité.

Les Etats membres pourront conclure des accords de portée locale afin de faciliter le franchissement des frontières par les personnes résidant à proximité des frontières intracommunautaires.

Sur la base d'un rapport établi par la Commission, assorti éventuellement de propositions, le Conseil et les représentants des gouvernements des Etats membres des Communautés Européennes, réunis au sein du Conseil, procéderont à une évaluation de la mise en oeuvre de la présente résolution dans le délai de quatre ans après son adoption. A la lumière de cette évaluation, ils prendront toutes autres mesures permettant la réalisation progressive de l'objectif du libre franchissement des frontières intérieures des Etats membres par leurs ressortissants".

MARCHE COMMUN : M. NARJES SOULIGNE LE CARACTERE HAUTEMENT POLITIQUE ET LE COUT PRATIQUEMENT NUL DU PROGRAMME PROPOSE PAR LA COMMISSION POUR LA REALISATION DU MARCHE INTERIEUR

BRUXELLES (EU), mardi 12 juin 1984 - L'importance éminemment politique du programme de la Commission Européenne en vue de la consolidation du marché intérieur (cfr. EUROPE du 31 mai, p. 9) a été soulignée au cours d'une conférence de presse par M. Narjes qui, à la veille des élections européennes du 17 juin prochain, a qualifié ce programme à la fois d'ambitieux et de réaliste : il répond aux vœux du citoyen européen qui souhaite une concrétisation de l'idée qu'il se fait de l'Europe unie. En outre, dans ce moment de difficultés budgétaires, il est important de souligner que le coût de ce programme est pratiquement nul.

M. Narjes a rappelé que, suite au Conseil Européen de Copenhague en décembre 1982, la réalisation du marché intérieur a réalisé des progrès en surmontant la stagnation des années 70 : plus de la moitié des mesures qui avaient été prévues à Copenhague auront été adoptées lorsque le Conseil aura levé l'hypothèque politique qui retarde encore l'approbation des 15 Directives concernant les entraves techniques aux échanges.

Jusqu'à la fin de 1985, la réalisation du marché intérieur préconisée dans le programme de la Commission devrait être accomplie par des décisions techniques ; seulement 15 à 20 décisions nécessiteront des discussions ministérielles au niveau politique.

Les difficultés les plus grandes dans la réalisation du programme résultent du caractère "multidisciplinaire" des programmes, qui relèvent de différentes politiques sectorielles : des transports, agricole, sanitaire, prestations de service, etc. Ceci met en relief l'importance de la coordination, au niveau national d'abord, à celui du Conseil CEE ensuite. Aussi sera-t-il indispensable d'organiser encore de nombreux Conseils "marché intérieur" au cours des prochains mois.

Le renforcement et la consolidation du marché intérieur inciteront les investisseurs européens à accroître le niveau des euro-investissements, ce qui produirait un effet macro-économique certain sur le développement économique de la Communauté. En même temps, les citoyens européens prendront une conscience plus concrète de l'intégration communautaire. A ce sujet, M. Narjes a évoqué la résolution du Conseil relative à la suppression du contrôle systématique des personnes aux frontières qui, de purement facultatif à l'heure actuelle, gagnerait à revêtir un certain caractère obligatoire, ce qui permettrait de concrétiser la notion d'Europol (à côté de celle d'Interpol) et d'améliorer p.ex. la lutte contre le









## EUROPE<sup>©</sup> *Documents*

### MARCHE COMMUN : LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE POUR FACILITER LE PASSAGE DES FRONTIÈRES INTRACOMMUNAUTAIRES

*En profitant de l'émoi provoqué par les événements qui, en février dernier, avaient partiellement bloqué les échanges de marchandises dans la CEE, la Commission Européenne a multiplié les initiatives et les pressions afin de convaincre les Etats membres à agir rapidement en matière de suppression des obstacles aux frontières. Les événements du Brenner et d'autres postes frontière en France et en Italie avaient montré que le principe fondamental du Marché Commun - la libre circulation des marchandises - pouvait être remis en cause, et les milieux économiques et politiques, ainsi que l'opinion publique en général, y ont été très sensibles.*

*Après avoir obtenu certains résultats au sein du Conseil "Transports" et du Conseil "Marché intérieur", la Commission a établi un document d'ensemble, qui analyse la situation et indique les solutions, fondées en bonne partie sur des propositions déjà anciennes. Nous reproduisons intégralement ce document de synthèse.*

=====

### CONTROLES ET FORMALITES DANS LES ECHANGES INTRA- COMMUNAUTAIRES DE MARCHANDISES : ANALYSES ET SOLUTIONS

(Communication de la Commission au Conseil)

Les récents événements à divers passages frontaliers et routes européennes, notamment dans la région alpine, ont démontré que le thème de la suppression des contrôles et des formalités aux frontières à l'intérieur de la Communauté figure parmi les problèmes les plus brûlants de la politique européenne. L'existence de colonnes de camions immobilisés sur des kilomètres de route à diverses frontières et pendant de nombreux jours a frappé de manière spectaculaire l'esprit des citoyens européens et appelé l'attention de tous les responsables sur la nécessité de trouver d'urgence les réponses aux graves difficultés rencontrées.

C'est à Copenhague, début décembre 1982, que le Conseil Européen a déclaré que la suppression des frontières était l'une des priorités essentielles de la politique communautaire. Les récents événements lui ont donné raison : le citoyen européen - qu'il soit conducteur de poids lourd, touriste ou travailleur frontalier - n'est plus disposé à accepter le maintien des frontières intérieures européennes dans leur forme actuelle. Plus de vingt-six ans après la fondation de la Communauté, il n'est plus possible de lui faire admettre que les contrôles aux frontières, avec leurs pertes de temps, leur coût et l'atteinte qu'ils portent au sentiment de liberté individuelle, sont compatibles avec l'idée de l'unification européenne. D'ailleurs, aux articles 2 et 3 du Traité, les Etats membres se sont engagés, entre autres, à promouvoir des relations plus étroites entre eux et à abolir tous les obstacles à la libre circulation des personnes, des marchandises et des services.

Les récents événements ont démontré la nécessité pour les instances communautaires de ne plus tarder à mettre en oeuvre les orientations du Conseil Européen.